

**Projets de décisions et de recommandations sur le très haut débit  
Consultation publique de l'Arcep**

**Réponse de l'Avicca  
22/07/09**

**Sur les zones non denses des zones très denses**

L'Arcep a porté la barre des zones de concurrence par les infrastructures à la hauteur de 5 millions de foyers. Il en résulte que le nombre d'immeubles de moins de 12 logements situés dans ces zones est très élevé et représente 40% de la population environ, et une fraction bien plus importante des territoires concernés. Il existe un risque non négligeable de micro-zones blanches (tous petits immeubles situés dans des poches de grands immeubles) ou de macro-zones blanches (quartiers pavillonnaires).

Un article de la proposition de loi sur la lutte contre la fracture numérique, adopté en première lecture au Sénat, peut donner à l'Arcep des moyens d'agir en ce sens : « L'autorité peut préciser les modalités de l'accès prévu au présent article, en vue notamment d'assurer la cohérence des déploiements et une couverture homogène des zones desservies. »

En conséquence l'Avicca demande d'adapter les règles, si nécessaire, pour éviter les zones blanches dans les zones très denses.

L'Avicca regrette encore une fois que les collectivités n'aient pas été partie prenantes des discussions sur ces zones très denses. Certaines collectivités sont en discussion avec des aménageurs et doivent attendre pour faire évoluer leurs réflexions et cahiers des charges.

**Sur l'évolution du périmètre des zones très denses**

Il est envisagé que la liste des zones très denses soit évolutive. Le fibrage des immeubles en zone non très dense va commencer avec des règles en cours d'élaboration, mais dont on peut imaginer qu'elles seront assez différentes de la fibre surnuméraire. Une évolutivité de la liste pourrait entraîner des complications nombreuses pour les communes, les gestionnaires d'immeubles et les opérateurs, et ce pour un éventuel bénéfice qui n'est pas évident.

En premier lieu, la liste publiée de communes en zone très dense est déjà source de difficultés ou d'interrogations pour les intercommunalités chargées de l'aménagement numérique, car elles créent souvent deux régimes différents sur leurs territoires.

En deuxième lieu, ces règles devraient logiquement s'appliquer au fibrage des immeubles neufs, et être étendues par les collectivités à leurs prescriptions vis à vis des aménageurs. Par ailleurs les gestionnaires d'immeubles vont être approchés sur la base d'une des règles. Toute perspective de changement en cours de route serait une source supplémentaire de perplexité et tout changement effectif pourrait remettre en cause des accords en cours d'application. Une stabilité est donc souhaitable.

En troisième lieu, nos études économiques sur le très haut débit ont par ailleurs démontré que plus les opérateurs co-investiraient tôt dans une infrastructure commune, plus ils pourraient construire de prises au total.

## Quant aux alternatifs, plus ils mutualiseront tôt leurs déploiements, plus ils pourront atteindre une couverture rentable importante



- > Le scénario « épuisement financier » correspond aux déploiements par les opérateurs sur la zone maximale rentable en propre puis sur la zone maximale rentable en mutualisant
- > Le scénario « déploiement mutualisé » consiste à anticiper le recours à la mutualisation par rapport au potentiel de la zone. Une telle mutualisation de l'infrastructure permet d'étendre la couverture spontanée de près de 2 millions de prises

|                                    | I                                  | II                    | III                    | IV   |
|------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|------------------------|--|
| Scénario « épuisement financier »  | 4 millions de prises pour Free SFR | 0,5 million de prises | 6,5 millions de prises | Aucun opérateur ne peut déployer sans obtenir de subvention. |
| Scénario « déploiement mutualisé » | 1,5 millions de prises             | 5 millions de prises  |                        | 4,5 millions de prises                                       |
|                                    |                                    |                       |                        | Aucun opérateur ne peut déployer sans obtenir de subvention. |

(extrait de l'étude ARF/AVICCA/CDC/PMP, avec deux scénarios extrêmes pour les stratégies de Free et SFR ; <http://www.avicca.org/Etude-sur-la-couverture-tres-haut.html>)

Une absence de stabilité de la liste des communes très denses jetterait une incertitude sur un grand nombre de communes, en périphérie de celles considérées comme en zone très dense. Il en résulterait de grandes difficultés de négociations entre les acteurs pour décider de co-investir. De plus, pour l'ensemble des opérateurs agissant sur une zone, un changement de règles en cours de route entraînerait une hétérogénéité d'approches qui ne simplifierait pas l'exploitation.

L'intérêt éventuel d'une évolution semble, en regard, très mince. Il est difficile d'imaginer que cette liste évolue de manière conséquente dans un horizon de quelques années. Mais la faire évoluer à la marge n'impacterait pas de manière significative le marché national du très haut débit et le jeu des acteurs.

En conséquence, sauf erreur manifeste d'appréciation, l'Avicca demande de stabiliser la liste des communes en zone très dense.

### Sur la durée des engagements pour la pose de fibres surnuméraires

Il est envisagé une révision annuelle des engagements que prendraient les opérateurs vis à vis des opérateurs d'immeubles pour demander des fibres surnuméraires.

Il est logique de ne pas fermer les évolutions vis à vis d'un opérateur qui n'aurait pas encore décidé de rentrer dans ce système, pour tenter de limiter l'oligopole qui pourrait s'instaurer. Même si cette option a peu de chances de se concrétiser, il ne faut pas la fermer réglementairement.

Par contre il semble souhaitable que la durée des engagements des opérateurs qui souhaitent poser des fibres surnuméraires soit supérieure à une année pour plusieurs raisons. En premier lieu, les gestionnaires d'immeubles vont se prononcer sur une demande de fibrage qui comprendra le nombre de fibres à poser, condition importante pour une diversité d'offres aux occupants. Il restera ensuite à effectuer les travaux. Or le processus démarchage + autorisation + travaux est long, plusieurs mois au minimum. En deuxième lieu ces travaux eux-mêmes résultent de toute une chaîne équipementier+installateur+marchés passés par l'opérateur d'immeuble qui ne doit pas connaître des aléas trop rapide. Enfin, en troisième lieu, ce sont les parties les plus denses des zones très denses qui seront globalement fibrées en premier. S'il est possible de se désengager annuellement de la pose de fibres surnuméraires, il pourrait en résulter un impact sur la couverture concurrentielle du territoire des communes concernées.

En conséquence, une ouverture annuelle de cette demande d'engagement paraît opportune, mais il semble souhaitable que cet engagement porte sur une durée minimale de trois ans.

L'Avicca souhaite que ces engagements soient publics afin que les gestionnaires d'immeubles et les collectivités soient parfaitement informées pour les décisions à prendre.

### **Sur les zones « non très denses »**

Les 21 millions de foyers, les entreprises et services publics qui ne sont pas situés dans les zones très denses sont situés sur des territoires hétérogènes du point de vue de l'économie de déploiement de réseaux. Dans certaines communes le co-investissement d'acteurs privés sera rentable, sans garantie de couverture du territoire. Dans d'autres, majoritaires selon nos analyses économiques, une intervention publique sera nécessaire. Et sur beaucoup de territoires, certaines poches sont « rentables » et d'autres non.

Il ne semble pas souhaitable qu'il y ait autant de réglementations que de zones possibles, pour des raisons de lisibilité. Par contre l'Avicca demande que la réglementation hors zone très dense prenne en compte très fortement les logiques de couverture territoriale et d'évitements de surcoûts globaux par écrémage.

### **Sur les offres activées**

L'Arcep prévoit que, au delà de quatre fibres, un opérateur d'immeuble puisse se contenter d'avoir une offre activée. Par ailleurs l'expérience acquise par les réseaux d'initiative publique montre que la dynamisation du marché professionnel passe par la multiplication des opérateurs locaux, multi-locaux ou nationaux, et que ceux-ci ont impérativement besoin d'offres activées au démarrage. Or de nombreux immeubles sont mixtes et hébergent en particulier des TPE, professions libérales etc. Des offres activées permettraient également l'apparition de nouveaux offreurs de services sur le segment grand public. Enfin l'expérience de l'adsl montre que sur des poches inférieures à 2 ou 3 000 prises, ou pour gérer une montée en charge, les fournisseurs d'accès à internet, y compris importants, préfèrent une offre activée ; la construction de telles poches en FTTH fera nécessairement partie des déploiements à venir, que ce soit dans des zones de faible densité à l'initiative des collectivités, ou dans des opérations d'aménagement urbain. En conséquence, il serait utile de savoir si l'Arcep prévoit des recommandations ou décisions sur les offres activées, et si oui, de commencer les travaux sur ces questions avec les acteurs concernés (opérateurs, opérateurs d'opérateurs et collectivités).